

## Pacte de la vie au travail : Macron veut des accords syndicats-patronat à fin 2023

« Le patronat à l'Elysée, sans les syndicats », titre **Le Figaro** qui revient sur la rencontre ayant eu lieu hier. Au gouvernement, on fait le pari que ce refus ne sera que temporaire. Du côté des syndicats en revanche, on compte bien empêcher le gouvernement d'ouvrir un nouveau chapitre. Seul moyen, selon eux, de maintenir le sujet des retraites au cœur de l'actualité d'ici la Fête du travail. Mais derrière l'union de façade, assure le quotidien, **l'intersyndicale a de plus en plus de mal à cacher ses divergences**. Du côté des radicaux, inutile de songer à reprendre langue avec le gouvernement. Chez les réformateurs, au contraire, il est « hors de question d'utiliser la technique de la chaise vide », a prévenu **Laurent Berger (CFDT) qui émet néanmoins deux conditions** : « Quelle méthode et pour quel sujet ? » Des points que le chef de l'Etat a pu aborder avec le patronat. Face aux représentants du Medef, de l'U2P et de la CPME, **Emmanuel Macron a indiqué ne pas vouloir « donner le sentiment de brusquer » les partenaires sociaux et leur laisser le temps de la négociation**. Un changement de méthode salué par les organisations patronales, qui sont désormais invitées à définir l'agenda social. **Le président de la République a évoqué pêle-mêle les salaires, les conditions de vie au travail, l'usure professionnelle, l'emploi des seniors ou la question de la reconversion professionnelle**. Autant de thèmes qu'il aurait été impossible de traiter d'ici au 14 juillet, explique-t-on dans l'entourage de Geoffroy Roux de Bézieux, pour qui « 100 jours, c'était trop court ». « Nous avons pu réfléchir à un cadrage ouvert d'un agenda "autonome" mais partagé avec le gouvernement, et qui laisse le temps à la négociation », souligne Jean-Christophe Repon (U2P). François Asselin (CPME) a, quant à lui, senti « un tiraillement du président entre une volonté d'aller vite donc seul, et une nécessité d'avancer collectivement, quitte à ce que cela prenne plus de temps ». Evoquant « une volonté bienvenue de renouer le dialogue », le patron de la CPME aurait néanmoins aimé « embarquer les syndicats ». Un souhait partagé par l'U2P : « **Il faut que le dialogue social reprenne ses droits et que le malaise de la société s'apaise** », souligne son vice-président. (Le Figaro, p.4)

« Des actions syndicales en ordre dispersé », titre **Le Parisien** qui évoque des débrayages, jeudi, chez les cheminots. La coordination entre les syndicats de cheminots et ceux d'autres secteurs s'organisera au niveau local, entre unions départementales. Au niveau de la direction des centrales, le sujet ne fait pas consensus. « Nous voulons donner des perspectives aux militants. Nous ne voulons pas laisser croire à un temps mort, d'ici le 1<sup>er</sup> mai, en ne menant aucune action », justifie Céline Verzeletti, secrétaire confédérale de la CGT. « Là, annoncer deux dates, on sait tous que c'est de l'affichage. Sophie Binet vient d'arriver, elle a besoin d'imprimer sa marque », analyse un responsable. Malgré ces légères crispations, **« l'union sacrée » syndicale ne vacille pas**. (Le Parisien, p.6)

« Réforme des retraites : 22 milliards d'euros de gain pour les comptes publics », titre **L'Opinion** qui détaille une étude mettant en lumière la totalité des gains financiers liés à la réforme des retraites sur les finances publiques. Une perspective très peu mise en avant jusqu'à présent, le pouvoir ayant été accusé — à tort — de vouloir se servir dans les cotisations retraites pour financer d'autres politiques publiques par les oppositions ou certains syndicats. (L'Opinion, p.3)